

## **Appel à projets Développement Durable – Cahier des charges**

Dans le cadre de la sensibilisation de l'ensemble des acteurs socio-économiques, y compris les entreprises et les centres de recherche, aux enjeux du réchauffement climatique et plus généralement du développement durable, un appel à projet spécifique avait été lancé par le Gouvernement le 15 mars 2007.

Il s'agissait d'organiser un appel à projets permettant de garantir la mise en œuvre de projets économiques, orientés « développement durable - réchauffement climatique », sans remettre en cause ni l'indépendance des pôles ni le partenariat mis en place entre les pôles et le gouvernement. Les projets déposés dans ce cadre devaient renforcer les projets élaborés par les pôles dans leurs axes stratégiques labellisés par le gouvernement.

Dans la mesure où les clusters constituent également un élément essentiel de la politique de mise en réseaux des entreprises en Région wallonne, et pour leur permettre de développer et de susciter de nouveaux partenariats, cet appel à projets spécifique « développement durable- réchauffement climatique » s'adressait également aux clusters visés par le décret relatif « au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters ».

Le Gouvernement wallon avait affecté un montant de 42 millions € à cet appel à projets. Le cahier des charges avait été approuvé le 17 janvier 2008, et l'appel à projets avait été lancé officiellement le 12 février 2008, avec remise des projets pour le 30 juin 2008.

Le 18 septembre 2008, le Gouvernement labélisait les projets « Développement durable » (25 projets) pour une enveloppe totale de 42 millions €.

Huit des 25 projets sélectionnés concernaient les clusters TWEED, CAP 2020, Déchets solides et Eco-construction (en association avec MECATECH), dont 4 concernaient des projets de recherche et 4 des projets de formation.

Il est proposé de reconduire un modèle similaire, en associant les pôles et les clusters –on se rappellera à ce propos la récente labélisation du pôle GREENWIN, qui couvre les domaines de la chimie durable, des matériaux durables, en compris, les matériaux de construction durable.

L'appel à projets Développement durable s'appuiera sur le cahier des charges présenté ci-dessous.

## Cahier des charges Appel à projets Développement durable

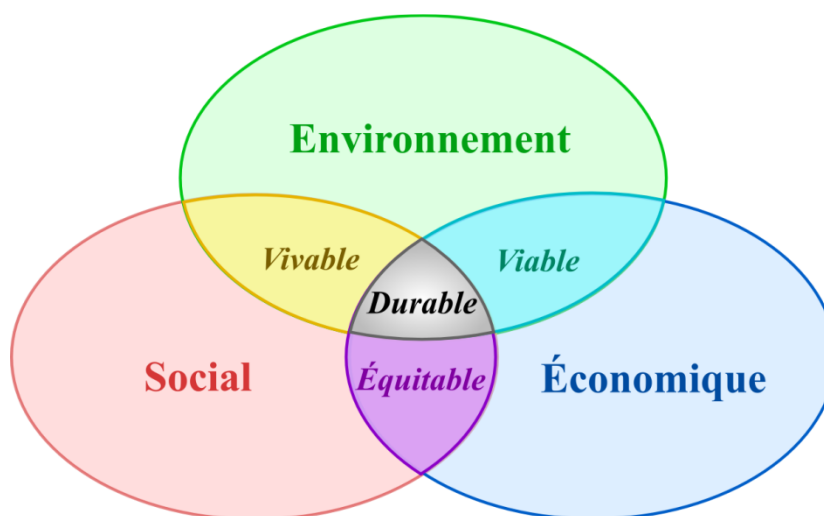
Le concept de « développement durable » a été défini en 1987 par la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement de la manière suivante :

*« Un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion: le concept de besoins, et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »*

Cette définition fait référence dans la littérature depuis cette date. On peut la paraphraser de la manière suivante : il s'agit, en s'appuyant sur des valeurs (responsabilité, participation et partage, débat, partenariat, innovation, pérennité, réversibilité, précaution, prévention et solidarité sociale, géographique et transgénérationnelle) d'affirmer une approche double et conjointe, déclinée d'un impératif d'équité sociale :

- dans l'espace : chaque habitant de la planète a le même droit humain aux ressources de la Terre;
- dans le temps: nous avons le droit d'utiliser les ressources de la Terre mais aussi le devoir d'en assurer la pérennité pour les générations futures.

Ainsi, on représente schématiquement le concept de développement durable comme étant à la confluence des trois préoccupations que sont le développement économique, le développement social et le respect de l'environnement :



Le développement durable cherche à opérer une synthèse bénéfique entre les préoccupations liées à la capacité de support des systèmes naturels,

les défis sociaux et le système économique.

Même si aujourd'hui, le concept et les objectifs du développement durable sont reconnus par tous, la définition des actions et des politiques à mener pour y contribuer nécessite un approfondissement et la contribution de tous les acteurs volontaristes.

Dans son document portant la référence 10917/06, l'UE définit sa stratégie en faveur du développement durable. En matière de compétences fédérales belges, le Plan fédéral de développement durable précise les objectifs à atteindre. Au niveau de la Région, le Gouvernement a confirmé en mai 2011 la volonté de positionner la Wallonie comme un fer de lance du développement durable et a adopté le principe de doter la Wallonie d'une stratégie régionale de développement durable dans les meilleurs délais.

Le présent appel à projets veut s'inscrire dans cette dynamique volontariste, d'ouverture aux acteurs socio-économiques proactifs et à la stimulation de projets porteurs d'innovation, d'activité, d'emplois et contribuant à la transition de notre modèle de société. Les projets retenus devront donc comporter des avancées ou du moins une attention particulière aux trois dimensions découlant de la définition du Développement durable (dimensions sociale, économique, environnementale), ainsi que soigner les aspects relevant de leur gouvernance (implication des parties prenantes, transparence dans la gestion,..). Il est nécessaire que les projets s'inscrivent, au point de vue des thématiques traitées, dans les axes stratégiques « développement durable » définis par les pôles de compétitivité.

Dans le formulaire de candidature, les éléments suivants compléteront les éléments déjà demandés :

- Le projet peut-il déboucher sur le développement d'activités économiques et d'emplois durables ? (durabilité économique)
- Le projet envisage-t-il la participation des parties prenantes à la définition de ses objectifs et des modalités de sa mise en œuvre (partenaires, centres de recherches, personnel, clients, utilisateurs, fournisseurs,...) ? (durabilité sociale – gouvernance)
- Le projet favorise-t-il la mise sur le marché de technologies propres, de produits ou de services qui réduisent le risque environnemental et minimisent la pollution et l'utilisation des ressources et de l'énergie ? (durabilité environnementale)
- L'objet de la recherche (produit/service) s'inscrit-il dans une approche consistant à prendre en considération ses impacts environnementaux, économiques et sociaux tout au long de son cycle de vie ?
- Le projet favorise-t-il le développement social (accès au savoir, réduction des inégalités, impact sur la santé et les conditions de vie) ? (durabilité sociale)
- L'environnement est-il intégré dans la gestion du processus R&D (critère de durabilité lors de l'achat de fourniture, système de certification, prise en compte des éventuels impacts négatifs) ? (durabilité environnementale)

- En termes d'impact, le projet participe-t-il, même de façon modeste, à la réponse à apporter aux défis sociétaux actuels et globaux (changement climatique, inégalités sociales, perte de biodiversité, crise financière, ressources pour les générations futures) ? » (durabilité environnementale)

A titre d'exemples, il est ainsi possible d'identifier des projets qui contribuent concrètement au développement durable en combinant des éléments issus des 3 dimensions suivantes :

#### Dimension économique :

- réduire les besoins énergétiques des processus de fabrication ;
- réduire la dépendance énergétique des entreprises et des individus via notamment le développement des énergies renouvelables et la cogénération ;
- réduire les consommations énergétiques, notamment dans les bâtiments ;
- augmenter la durée de vie des produits ;
- améliorer l'offre des transports des personnes et des biens ;
- maîtriser la demande de mobilité ;
- réduire la dépendance des clients vis-à-vis de leurs fournisseurs ;
- valoriser les coproduits ;
- ...

#### Dimension sociale :

- améliorer la qualité des biens alimentaires ;
- réduire les risques et les nuisances pour les travailleurs ;
- augmenter le bien-être des travailleurs et des citoyens ;
- augmenter le niveau de formation des travailleurs ;
- augmenter la sécurité et la santé des travailleurs et des citoyens ;
- favoriser le lien social ;
- ...

#### Dimension environnementale :

- réduire les conséquences négatives des processus de production et de consommation sur la pollution de l'air (émission de CO<sup>2</sup> et d'autres gaz) mais aussi de l'eau et du sol ;
- réduire les émissions de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique ;
- mettre sur le marché des produits moins toxiques ;
- réduire les déchets ;
- protéger et encourager la biodiversité ;
- encourager la biodégradabilité ;
- réduire l'usage des ressources naturelles ou améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- améliorer la recyclabilité ;
- ...

Ces exemples d'actions concrètes sont loin d'être exhaustifs mais permettent de mieux définir les objectifs particuliers des projets développés par les pôles dans le cadre de cet appel spécifique « développement durable ».

La définition d'un projet de pôle de compétitivité n'est pas modifiée par rapport aux appels précédents. Il s'agit de concrétiser, dans les domaines identifiés par le gouvernement, des partenariats au niveau de l'ensemble du territoire wallon entre les acteurs économiques, de la recherche et de la formation et de rechercher les complémentarités entre les acteurs au travers de la mise en œuvre de projets innovants communs visant à concrétiser des applications industrielles sur un horizon de 5 à 10 ans ou à construire une vision prospectrice d'une thématique donnée de façon à assurer la compétitivité des entreprises des pôles (présentes ou à venir).

Les conditions de cet appel à projets sont celles reprises dans le vademecum publié sur le site <http://clusters.wallonie.be>.

Les projets présentés devront développer le lien avec développement durable de notre économie ou viser à améliorer des processus existants, ou développer de nouveaux processus contribuant à mieux respecter notre planète (dimension environnementale), les individus (dimension sociale) et l'économie (dimension économique). L'impact, et le temps nécessaire à la création d'emploi seront importants dans l'analyse qui sera faite des dossiers qui seront soumis.

Les mêmes conditions s'appliquent aux clusters. Dans ce cas il s'agit bien de concrétiser, dans leur domaine respectif, des partenariats et de rechercher des complémentarités entre les acteurs au travers de la mise en œuvre de projets communs visant à concrétiser des applications industrielles sur un horizon de 5 à 10 ans ou à construire une vision prospectrice d'une thématique donnée de façon à assurer la compétitivité des entreprises du cluster (présentes ou à venir). Des partenariats entre clusters et/ou entre clusters et pôles seront également recevables.

Des projets transversaux entre les pôles et/ou les clusters sont également éligibles dans le cadre de cet appel.

Les pôles et les clusters sont les seuls habilités à déposer des projets. Autrement dit, pour les pôles, cela signifie qu'ils doivent respecter les mêmes procédures d'appel interne et de sélection des projets que dans le cadre des appels précédents. Quant aux clusters, deux procédures sont possibles : ils ont la possibilité de déposer leurs projets, soit via l'un des pôles de compétitivité (se soumettant dès lors aux procédures de sélection interne dudit pôle), soit en leur nom propre. Dans ce dernier cas, ce sont les Conseils d'administration des clusters qui doivent centraliser les projets et les labelliser en interne avant de les soumettre au Gouvernement. Quel que soit le canal de dépôt choisi, et qu'il s'agisse de projets de pôles, de clusters ou transversaux, tous les projets déposés seront soumis aux mêmes modalités et aux mêmes critères d'évaluation.

Plus spécifiquement, compte tenu des précisions ci-dessus et des caractéristiques propres de la thématique de cet appel à projet, la sélection préliminaire des projets par les pôles et les clusters devra garantir :

- leur impact réel et mesurable sur le développement durable (notamment via les réponses apportées aux questions développées ci-dessus) ;
- leur cohérence par rapport à la stratégie des pôles et des clusters sans toutefois être trop restrictive sur les domaines abordés ;
- leur pertinence économique et technologique et la création d'emplois durables.

Conformément à la procédure d'évaluation des projets mise en place dans le cadre de la politique des pôles de compétitivité, c'est le Jury international des pôles qui évaluera les projets et remettra un avis au gouvernement.

Les modalités pratiques, en ce compris le cahier des charges, de l'appel à projets seront communiquées sur le site <http://clusters.wallonie.be>.

Les projets seront déposés pour le 30 juin 2012, à 16 heures au plus tard.

## **Projektaufruf Nachhaltige Entwicklung – Lastenheft**

Im Rahmen der Sensibilisierung aller sozio-ökonomischen Akteure einschließlich Unternehmen und Forschungszentren den Herausforderungen der Klimaerwärmung und allgemeiner ausgedrückt der Nachhaltigen Entwicklung gegenüber startete die Regierung am 15. März 2007 einen spezifischen Projektaufruf.

Es ging darum, einen Projektaufruf zur Gewährleistung der Durchführung von wirtschaftlichen Projekten mit dem Schwerpunkt „Nachhaltige Entwicklung“ zu organisieren, ohne die Unabhängigkeit der verschiedenen Wettbewerbspole oder der zwischen den Wettbewerbspolen und der Regierung geschlossenen Partnerschaften in Frage zu stellen. Die in diesem Rahmen vorgeschlagenen Projekte sollten die von den Wettbewerbspolen ausgearbeiteten Projekte in ihren von der Regierung labelisierten strategischen Achsen unterstützen.

Da die Cluster ebenfalls ein essentielles Element der Vernetzungs-Politik der Unternehmen in der Region Wallonien darstellen und da diese die Möglichkeit erhalten sollten, neue Partnerschaften zu entwickeln und zu schaffen, richtete sich dieser spezifische Projektaufruf „Nachhaltige Entwicklung – Klimaerwärmung“ ebenfalls an die von der Verordnung „zur Unterstützung und Entwicklung von Unternehmens-Netzwerken oder Clustern“ betroffenen Cluster.

Diesem Projektaufruf wurde von der Regierung von Wallonien eine Summe von 42 Millionen € zugewiesen. Das Lastenheft wurde am 17. Januar 2008 genehmigt und der offizielle Start des Projektaufrufs erfolgte am 12. Februar 2008. Die Projekte konnten bis zum 30. Juni 2008 eingereicht werden.

Am 18. September 2008 labelisierte die Regierung die Projekte „Nachhaltige Entwicklung“ (25 Projekte) mit einem Gesamtumschlag von 42 Millionen €.

Acht der 25 ausgewählten Projekte (4 Forschungsprojekte und 4 Schulungsprojekte) betrafen die Cluster TWEED, CAP 2020, Déchets solides (Feste Abfallstoffe) und Eco-construction (Öko-Bau) (in Zusammenarbeit mit MECATECH).

Es wird vorgeschlagen, die Auflage eines ähnlichen Modells vorzunehmen, das die Wettbewerbspole und Cluster einbindet – in diesem Zusammenhang sei an die kürzlich erfolgte Labelisierung des Wettbewerbspols GREENWIN erinnert, welcher die Bereiche nachhaltige Chemie sowie nachhaltige Materialien, insbesondere nachhaltige Baumaterialien, abdeckt.

Für den Projektaufruf Nachhaltige Entwicklung gilt das nachstehend aufgeführte Lastenheft.

## Lastenheft Projektaufruf Nachhaltige Entwicklung

Die Definition des Konzepts „Nachhaltige Entwicklung“ der Weltkommission für Umwelt und Entwicklung aus dem Jahre 1987 lautet wie folgt:

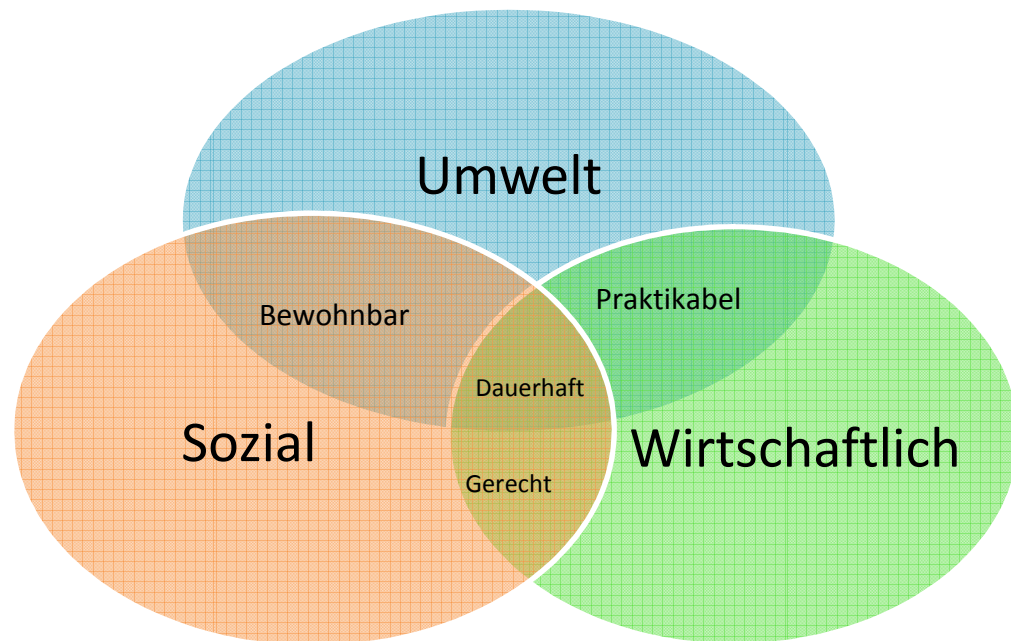
*„Dauerhafte Entwicklung ist Entwicklung, die die Bedürfnisse der Gegenwart befriedigt, ohne zu riskieren, dass künftige Generationen ihre eigenen Bedürfnisse nicht befriedigen können. Dieses Modell beinhaltet zwei Konzepte: das Konzept der Bedürfnisse und insbesondere der essentiellen Bedürfnisse der Ärmsten, denen die höchste Prioritätsstufe eingeräumt werden soll sowie die Idee von Beschränkungen, die der Zustand unserer Techniken und unserer sozialen Organisation der Umwelt bei der Befriedigung der jetzigen und zukünftigen Bedürfnisse auferlegt.“*

Diese Definition ist seit diesem Datum in der Literatur zu einer Referenz geworden. Man kann sie folgendermaßen umschreiben: es geht darum, sich unter Berücksichtigung bestimmter Werte (Verantwortung, Teilnahme und Miteinanderteilen, Debatte, Partnerschaft, Innovation, Fortbestand, Umkehrbarkeit, Vorsicht, Vorbeugung und soziale, geografische und generationenübergreifende Solidarität) einer auf zwei miteinander verbundenen Ebenen ruhenden Herangehensweise zu bedienen, die den Anspruch der sozialen Gerechtigkeit erfüllt:

- räumlich: alle Bewohner der Erde haben das gleiche Menschenrecht auf die Ressourcen der Erde;
- zeitlich: wir haben das Recht, die Ressourcen der Erde zu nutzen, aber auch die Pflicht, ihren Fortbestand für die künftigen Generationen zu sichern.

Das Konzept der Nachhaltigen Entwicklung lässt sich schematisch als die Schnittmenge zwischen den drei Bestrebungen wirtschaftliche Entwicklung, soziale Entwicklung und Umweltschutz darstellen:





Die Nachhaltige Entwicklung ist bestrebt, eine vorteilhafte Synthese zwischen den mit der Tragfähigkeit der natürlichen Systeme, der sozialen Herausforderungen und dem Wirtschaftssystem verbundenen Bestrebungen zu erreichen.

Auch wenn heute das Konzept und die Ziele der Nachhaltigen Entwicklung allgemeine Anerkennung erfahren, erfordert die Definition der zu ihrer Durchführung erforderlichen Aktionen und politischen Maßnahmen eine Vertiefung und die Teilnahme aller dazu entschlossenen Akteure.

Die EU definiert in ihrem Dokument mit der Referenznummer 10917/06 ihre Strategie zugunsten der Nachhaltigen Entwicklung. Was die föderalen Kompetenzen in Belgien angeht, so sind die zu erreichenden Ziele im Bundesplan über Nachhaltige Entwicklung aufgeführt. Auf der Ebene der Region bestätigte die Regierung im Mai 2011 ihren Willen, Wallonien als Speerspitze der Nachhaltigen Entwicklung zu positionieren und beschloss, in Wallonien so schnell wie möglich eine regionale Strategie zur Nachhaltigen Entwicklung umzusetzen.

Der vorliegende Projektauftrag ist dazu bestimmt, sich in diese voluntaristische Dynamik einzufügen, in die Öffnung den proaktiven sozio-ökonomischen Akteuren gegenüber und in die Unterstützung von Projekten, die Innovationen, wirtschaftliche Aktivitäten und Arbeitsplätze schaffen und zur Veränderung unseres Gesellschaftsmodells beitragen. Aus diesem Grunde müssen die ausgewählten Projekte Fortschritte in den drei sich aus der Definition der Nachhaltigen Entwicklung ergebenden Dimensionen (Soziales, Wirtschaft und Umwelt) ermöglichen oder sich zumindest besonders mit ihnen auseinandersetzen und darüber hinaus müssen die Aspekte in Bezug auf ihre Governance (Einbringung der betroffenen Parteien, Transparenz in der Verwaltung...) besonders klar

ausgearbeitet sein. Die von den Projekten behandelten Themenkreise müssen in allen Fällen in Einklang mit den von den Wettbewerbspolen definierten strategischen Achsen „Nachhaltige Entwicklung“ stehen.

In dem Bewerbungsformular befinden sich folgende, die bereits angeforderten Elemente ergänzende Elemente:

- Kann das Projekt zur Entwicklung von wirtschaftlichen Aktivitäten und dauerhaften Arbeitsplätzen führen? (wirtschaftliche Nachhaltigkeit)
- Ermöglicht das Projekt die Teilnahme der betroffenen Parteien an der Definition seiner Ziele und Durchführungsmodalitäten (Partner, Forschungszentren, Personal, Kunden, Benutzer, Lieferanten...)? (soziale Nachhaltigkeit – Governance)
- Unterstützt das Projekt die Markteinführung von sauberen Technologien oder von Produkten und Dienstleistungen, die das Umweltrisiko reduzieren und die Verschmutzung und den Verbrauch von Ressourcen und Energie vermindern? (Umwelt-Nachhaltigkeit)
- Ist die Herangehensweise an das Forschungsobjekt (Produkt/Dienstleistung) dazu angelegt, seinen Einfluss auf Umwelt, Wirtschaft und Soziales im Laufe seiner gesamten Lebensdauer zu berücksichtigen?
- Unterstützt das Projekt die soziale Entwicklung (Zugang zu Wissen, Reduzierung der Ungleichheiten, Einfluss auf die Gesundheit und die Lebensbedingungen)? (soziale Nachhaltigkeit)
- Finden im F&E Prozess Umweltaspekte Berücksichtigung (Nachhaltigkeitskriterium beim Kauf von Materialien, Zertifizierungssystem, Berücksichtigung eventueller negativer Einflüsse)? (Umwelt-Nachhaltigkeit)
- Trägt das Projekt zumindest ansatzweise zur Lösung der aktuellen und weltweiten gesellschaftlichen Herausforderungen (Klimawandel, soziale Ungleichheiten, Verlust der Biodiversität, Finanzkrise, Ressourcen für die zukünftigen Generationen) bei? (Umwelt-Nachhaltigkeit)

Es ist beispielsweise möglich, die konkret zur Nachhaltigen Entwicklung beitragenden Projekte herauszufinden, indem man die Elemente aus den folgenden 3 Dimensionen miteinander kombiniert:

#### Dimension Wirtschaft:

- Reduzierung des Energiebedarfs für die Herstellungsprozesse;
- Reduzierung der Energieabhängigkeit von Unternehmen und Privatpersonen insbesondere über die Entwicklung von erneuerbaren Energien und Kraft-Wärme-Kopplung;
- Reduzierung des Energieverbrauchs, insbesondere in Gebäuden;
- Erhöhung der Lebensdauer der Produkte;
- Verbesserung des Transportangebots für Personen und Güter;
- Beherrschung des Mobilitätsbedarfs;
- Reduzierung der Abhängigkeit der Kunden von ihren Lieferanten;
- Valorisierung von Nebenerzeugnissen;
- ...

### Dimension Soziales:

- Verbesserung der Lebensmittelqualität;
- Reduzierung der Risiken und Belastungen für die Arbeiter;
- Verbesserung des Wohlbefindens der Arbeiter und Bürger;
- Verbesserung des Ausbildungsniveaus der Arbeiter;
- Verbesserung der Sicherheit und Gesundheit der Arbeiter und Bürger;
- Unterstützung der sozialen Bindung;
- ...

### Dimension Umwelt:

- Reduzierung der negativen Auswirkungen des Produktions- und Verbrauchsprozesses auf die Verschmutzung der Luft (Emission von CO<sup>2</sup> und anderen Gasen) sowie des Wassers und der Böden;
- Reduzierung der für die Erderwärmung verantwortlichen Treibhausgas-Emissionen;
- Markteinführung von weniger toxischen Produkten;
- Abfallreduzierung;
- Schutz und Unterstützung der Biodiversität;
- Unterstützung der biologischen Abbaubarkeit;
- Reduzierung des Einsatzes der natürlichen Ressourcen oder Verbesserung der Effizienz ihrer Anwendung;
- Verbesserung der Recyclbarkeit;
- ...

Diese Liste mit Beispielen für konkrete Aktionen erhebt absolut keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Sie ermöglicht eine bessere Definition der besonderen Ziele der von den Wettbewerbspolen im Rahmen dieses spezifischen „Nachhaltige Entwicklung“ Projektaufrufs entwickelten Projekte.

Die Definition eines Projekts des Wettbewerbspols wurde gegenüber den vorhergehenden Projektaufrufen nicht geändert. Es geht darum, in den von der Regierung identifizierten Bereichen auf der Ebene des gesamten Gebiets Wallonien Partnerschaften zwischen den Akteuren in Wirtschaft, Forschung und Ausbildung zu konkretisieren und über die Durchführung von innovativen gemeinsamen Projekten eine Komplementarität zwischen den Akteuren anzustreben. Diese Projekte sollen in einem Zeitrahmen von 5 bis 10 Jahren industrielle Anwendungen konkretisieren oder eine vorausschauende Vision zu einer gegebenen Thematik erstellen, um die Wettbewerbsfähigkeit der (bestehenden oder zukünftigen) Unternehmen der Wettbewerbspole zu sichern.

Für diesen Projektaufruf gelten die im auf der Website <http://clusters.wallonie.be> aufgeführten Bedingungen.

Die vorgelegten Projekte müssen eine Verbindung zur Nachhaltigen Entwicklung unserer Wirtschaft herstellen, das Ziel verfolgen, bereits bestehende Prozesse zu verbessern oder neue Prozesse, welche zum Schutz unseres Planeten (Dimension Umwelt), der Menschen (Dimension

Soziales) und der Wirtschaft (Dimension Wirtschaft) beitragen, zu entwickeln. Ein wichtiger Gesichtspunkt zur Beurteilung der eingereichten Unterlagen ist der Einfluss sowie die erforderliche Zeitspanne für die Schaffung von Arbeitsplätzen.

Für die Cluster gelten dieselben Bedingungen. In diesem Fall geht es wirklich darum, in den jeweiligen Fachgebieten Partnerschaften zu konkretisieren und über die Durchführung von innovativen gemeinsamen Projekten eine Komplementarität zwischen den Akteuren anzustreben. Diese Projekte sollen in einem Zeitrahmen von 5 bis 10 Jahren industrielle Anwendungen konkretisieren oder eine vorausschauende Vision zu einer gegebenen Thematik erstellen, um die Wettbewerbsfähigkeit der (bestehenden oder zukünftigen) Unternehmen des Clusters zu sichern. Partnerschaften zwischen Clustern und/oder Clustern und Wettbewerbspolen sind ebenfalls möglich.

Im Rahmen dieses Projektsaufrufs können außerdem transversale Projekte zwischen den Wettbewerbspolen und/oder den Clustern eingereicht werden.

Die Einreichung von Projekten ist ausschließlich den Wettbewerbspolen und Clustern vorbehalten. Anders formuliert bedeutet dies, dass die Wettbewerbspole dieselben Prozeduren für interne Aufrufe und Projektauswahl einhalten müssen wie im Rahmen der früheren Projektaufrufe. Was die Cluster anbetrifft, so sind zwei verschiedene Prozeduren möglich: sie können ihre Projekte über einen der Wettbewerbspole (sie sind dann den internen Auswahlprozeduren dieses Pols unterworfen) oder in ihrem eigenen Namen einreichen. In diesem Fall müssen die Projekte vor ihrer Vorlage bei der Regierung vom jeweiligen Verwaltungsrat der Cluster zentralisiert und intern labelisiert werden. Für alle eingereichten Projekte, ganz gleich, über welchen Kanal sie eingehen und ob sie von einem Wettbewerbspol, einem Cluster oder transversal vorgelegt werden, gelten dieselben Modalitäten und Beurteilungskriterien.

Genauer gesagt muss die Vorauswahl der Projekte durch die Wettbewerbspole und Cluster im Hinblick auf die oben aufgeführten Erläuterungen und die Merkmale der Thematik dieses Projektsaufrufs gewährleisten, dass:

- sie einen echten und messbaren Einfluss auf die Nachhaltige Entwicklung besitzen (insbesondere über die Antworten auf die oben aufgeführten Fragen);
- sie im Hinblick auf die Strategie der Wettbewerbspole und Cluster kohärent sind, ohne jedoch in den angeschnittenen Bereichen zu restriktiv zu sein;
- sie wirtschaftlich, technologisch und für die Schaffung von dauerhaften Arbeitsplätzen relevant sind.

Im Einklang mit der im Rahmen der Politik der Wettbewerbspole eingeführten Beurteilungsprozedur für die Projekte obliegt es der

internationalen Jury der Wettbewerbspole, die Projekte zu beurteilen und der Regierung ihre Beurteilung vorzulegen.

Alle praktischen Einzelheiten, zu denen auch das Lastenheft des Projektauftrags gehört, sind auf der Website <http://clusters.wallonie.be> aufgeführt.

Die Projekte können bis zum 30. Juni 2012 um spätestens 16 Uhr eingereicht werden.